

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES PROJETS DE LA SASKATCHEWAN QUANT AU BLÉ ET À LA POTASSE

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. A-t-il eu aujourd'hui ou compte-t-il avoir des discussions avec M. Thatcher, premier ministre de la Saskatchewan, et si oui, pourrait-il nous dire s'il entend appuyer les projets de son interlocuteur visant le troc du blé ainsi que le contingentement de la production et l'établissement d'un prix minimum pour la potasse?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, ma réponse à la première question est négative, ce qui rend la deuxième partie de celle-ci hypothétique.

M. Southam: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Lorsque ces discussions auront lieu, le premier ministre prêtera-t-il une oreille favorable aux instances du premier ministre de la Saskatchewan?

LA SOUVERAINETÉ

LE STATUT DES EAUX SÉPARANT LES ÎLES SAINT-PIERRE ET MIQUELON DU CANADA

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au premier ministre. Répondant à une question du chef de l'opposition, il a fait allusion aux eaux internationales. Peut-il nous dire quel sera le statut des eaux qui séparent les îles Saint-Pierre et Miquelon du Canada? La pêche sera-t-elle autorisée dans cette région et nos frontières seront-elles fixées à trois milles, conformément à la tradition, ou appliquera-t-on la limite de 12 milles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je crains, monsieur l'Orateur, de ne pouvoir répondre à cette question d'ordre statistique.

L'ACCÈS DU PASSAGE DU NORD-OUEST AUX NAVIRES ÉTRANGERS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser au premier ministre. Vu la récente déclaration du ministre des Transports, que le Canada consent à permettre le libre accès du passage du nord-ouest aux brise-glace et cargos des États-Unis, le gouvernement canadien a-t-il l'intention d'en faire autant pour tous les autres pays, indépendamment de leurs intentions ou de leurs rapports avec le Canada et le monde occidental?

[L'hon. M. Laing.]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

M. Woolliams: Une autre question supplémentaire. Comme les États-Unis ont déjà franchi le passage en question, le gouvernement prend-il les mesures de sécurité et de protection voulues à l'endroit du Canada et même de l'Amérique du Nord, pour empêcher d'autres nations d'utiliser ce passage à des fins étrangères au commerce et aux bonnes relations?

Le très hon. M. Trudeau: Dans la mesure où la chose sera nécessaire et possible, monsieur l'Orateur, je réponds oui.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'INSTALLATION D'AVIONS CF-5

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et j'espère qu'il pourra y répondre afin que je puisse faire de même à mon tour à l'endroit de bon nombre de mes commettants. A-t-on pris une décision concernant l'installation de nouveaux avions CF-5 dans le Nord canadien? Si oui, à quel matériel de navigation aura-t-on recours pour répondre aux exigences de la région arctique quant au voisinage du pôle magnétique?

M. l'Orateur: Une question comme celle-là devrait être inscrite au *Feuilleton*. Dès que le député recevra une réponse par écrit, il pourra peut-être écrire à ses commettants pour leur en faire part.

M. Winch: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. En laissant tomber la dernière partie...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député veut peut-être poser sa question sous une nouvelle forme.

M. Winch: Puis-je demander au ministre de la Défense nationale si l'on a décidé d'utiliser des avions CF-5 dans le Nord canadien?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Aucune décision n'a été prise, monsieur l'Orateur, puisqu'une telle mesure n'est pas à l'étude.

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

LA RÉPARTITION DE LA SUBVENTION AUX PROGRAMMES DE BILINGUISME

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.